

MARCHE DE PRESTATIONS DE DEMENAGEMENT, TRANSPORT ET STOCKAGE DES BIENS MOBILIERS CONSECUTIFS A DES PROCEDURES D'EXPULSION LOCATIVE

-REGLEMENT DE CONSULTATION-

*Marché passé selon une procédure adaptée, conformément au Guide Interne des Marchés de SOLIHA
Provence et au Code de la Commande Publique, entré en vigueur le 1^{er} avril 2019.*

Date limite de réception des offres : 29/10/2025 à 17h

1

REGLEMENT DE CONSULTATION Déménagement & stockage de mobilier à la suite d'expulsions locatives

1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation, passée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des dispositions du Code de la Commande publique, donnera lieu à un marché multi-attributaire. Elle est conforme au Guide Interne des Marchés de SOLIHA Provence.

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaires au sens de l'article R. 2162-2 et suivants du Code de la commande publique, lequel s'exécute comme suit par l'émission de bons de commande successifs émis en fonction de la survenance des besoins.

Le marché a pour objet la réalisation, pour le compte de SOLIHA Provence, de prestations de déménagement, transport et stockage des biens mobiliers laissés dans les logements à la suite de procédures d'expulsion locative.

Le Pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur la spécificité du marché qui concerne non pas un déménagement classique mais des prestations dans le cadre de procédure d'expulsion.

Ces prestations comprennent notamment :

- La prise en charge des biens en lien avec le commissaire de justice chargé de la procédure ;
- Leur transport et leur manutention ;
- Leur stockage pour une durée conforme aux prescriptions légales ;
- Leur restitution à l'occupant expulsé, leur vente aux enchères publiques ou leur prise en charge pour élimination lorsqu'ils sont considérés comme abandonnés (sans valeur).

2. CADRE JURIDIQUE - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Ce marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique, notamment la procédure adaptée prévue aux articles L.2123-1 et suivants du Code de la commande publique. Les règles relatives à la transparence, à l'égalité de traitement et à la non-discrimination sont les fondamentaux qui soutiennent cette procédure.

2-1. Définition de la procédure

Le présent contrat est conclu sous forme d'un marché à procédure adaptée, soumis aux dispositions de l'article L2123-1-2° et de l'article R2123-1-4° du CCP en raison de son objet.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et en lots.

2-3. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base. Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet en date du 1^{er} décembre 2025, ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée ferme d'un (1) an.

À l'issue de cette première période d'un (1) an, le marché pourra être reconduit trois (3) fois par périodes successives de douze (12) mois sans pouvoir excéder quatre (4) ans.

La reconduction est tacite.

L'e Pouvoir adjudicateur peut, au moins trois (3) mois avant la date d'échéance annuelle du marché, prendre une décision unilatérale de non-reconduction. Il en informe le Titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, de sa volonté de ne pas reconduire le marché.

4. MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les offres devront être transmises par voie électronique avant la date et l'heure limites indiquées ci-dessus, via la plateforme <https://marchessecurises.fr>

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à la même adresse.

5. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).

5.1. Documents fournis aux candidats :

- ✓ Règlement de consultation
- ✓ Acte d'engagement
- ✓ Cahier des Charges

REGLEMENT DE CONSULTATION Déménagement & stockage de mobilier à la suite d'expulsions locatives

PROVENCE

- ✓ Lettre de consultation
- ✓ Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires

5.2. Composition du dossier de candidature

Les Pièces à remettre par les candidats sont à titre principal :

- ✓ La lettre de candidature (DC1 ou équivalent)
- ✓ La déclaration sur l'honneur (DC2 ou équivalent)
- ✓ Les certificats de conformité, de régularité fiscale, attestations d'URSSAF, etc.
- ✓ La proposition technique et financière détaillée
- ✓ Les références professionnelles et techniques
- ✓ Les attestations fiscales et sociales à jour
- ✓ Tout document attestant des capacités techniques (certifications, qualifications)

5.3. Capacité économique et financière des candidats

Chaque candidat devra produire :

- ✓ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- ✓ Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016.
- ✓ Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

5.4. Capacité professionnelle et technique des candidats

La sélection des candidatures se fera dans les conditions prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les candidatures seront examinées au regard de l'aptitude des candidats à exercer l'activité professionnelle, et de leur capacité professionnelle et technique. A savoir :

- ✓ **Professionnelle** : le candidat devra présenter une liste de références équivalentes à l'objet du marché exécuté *au cours des trois (3) dernières années*.
- Technique : le candidat devra présenter les moyens humains et techniques adéquats.

6. CRITERES D'ATTRIBUTION

6.1. Critères pris en compte :

La commission des marchés de SOLIHA Provence attribuera le marché aux candidats qui auront proposé les offres les plus adaptées, en tenant compte de la spécificité de la prestation, et selon les critères suivants :

- ✚ La proposition financière (60%)
- ✚ Valeur technique de l'offre (40%)
 - ✓ Qualité des moyens humains et matériels prévus pour assurer le bon déroulement des prestations dans les délais (15%)

REGLEMENT DE CONSULTATION Déménagement & stockage de mobilier à la suite d'expulsions locatives

PROVENCE

- ✓ Adéquation des moyens matériels proposés : véhicules adaptés, équipements de manutention, capacité de stockage sécurisé (10%)
- ✓ Qualité de l'organisation mise en place pour la réalisation des prestations et notamment les moyens mis en œuvre pour assurer une continuité de prestations en cas d'absence d'un interlocuteur, ainsi qu'une disponibilité et une réactivité optimale (10%)
- ✓ Organisation prévue pour respecter les délais et assurer le suivi des biens : procédure d'intervention, traçabilité des biens, compte rendus, coordination avec le commissaire de justice (5%)

6.2. Documents à fournir par le candidat retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP.

7. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE : SÉLECTION DES CANDIDATURES, JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

La présente consultation est publiée via la plateforme <https://marchessecurises.fr>.

La remise des offres pourra s'effectuer jusqu'au mercredi 29 octobre 2025 à 17H 00.

7-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP seront éliminées.

En cas de candidatures incomplètes, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées conformément des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP.

7-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses (définies à l'article L.2152-5 du CCP), seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

- ✓ Les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.
- ✓ Les offres inacceptables seront éliminées.
- ✓ Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

La commission d'appel d'offres dédiée étudiera les offres de base des candidats, conformément aux critères pondérés définis en amont, pour établir un classement unique. Après analyse, l'offre la plus adaptée économiquement sera choisie.

PROVENCE

La possibilité de négocier avec les candidats sélectionnés, reste ouverte, en cas de besoin, selon les différentes offres qui seront formulées. La décision d'attribution sera notifiée à l'ensemble des candidats dans un délai de 30 jours maximum après la clôture.

7-3. Négociation

Si cela s'avère nécessaire, le pouvoir adjudicateur s'accorde la possibilité de procéder à une négociation avec les 3 candidats ayant remis les offres jugées les plus économiquement avantageuses, à la suite d'un premier classement établi par application des critères énoncés.

Il se réserve également la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans engager de négociation.

La négociation serait engagée librement avec les candidats sélectionnés, et conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats.

Elle porterait sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix, avec une offre finale jugée selon les mêmes critères du présent règlement, et un classement final établi sur cette base.

La négociation pourrait prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenus par le pouvoir adjudicateur. En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel. En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

8. ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE

Le prestataire s'engage à respecter la confidentialité des informations transmises, à fournir des services conformes aux spécifications du cahier des charges, et à respecter les obligations sociales et environnementales en vigueur.

Pour toute demande d'information, les candidats peuvent contacter :

Christophe Uthurriague

Directeur des services techniques

c.uthurriague@soliha.fr

9. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Les offres seront remises obligatoirement par échange électronique, établies en euros et transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, dans le délai fixé pour la remise des offres.

PROVENCE

Les candidats appliqueront le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur, selon les modalités suivantes :

- ✓ L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- ✓ La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- ✓ Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- ✓ Les documents à fournir devront l'être sous forme de fichiers informatiques. Seuls les formats de fichiers informatiques de types PDF, PPT, DOC, XLS, ODT seront acceptés.

10.CLAUSE DE CONFIDENTIALITE – DIVERS

Les informations communiquées dans le cadre de la consultation sont confidentielles et ne peuvent être utilisées à d'autres fins.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation. Les candidats retenus seront invités à signer un marché conforme au cahier des charges.

Fait à Marseille, le 22 septembre 2025

Pour le Pouvoir adjudicateur ;
Sandrine Dujardin
Directrice Générale Adjointe


SOLIHA PROVENCE
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT
Siège social : l'Aqueduc
10, rue Mary-Denadille
13013 MARSEILLE
Tél. 04 91 11 63 10
SIRET : 782 886 147 00043